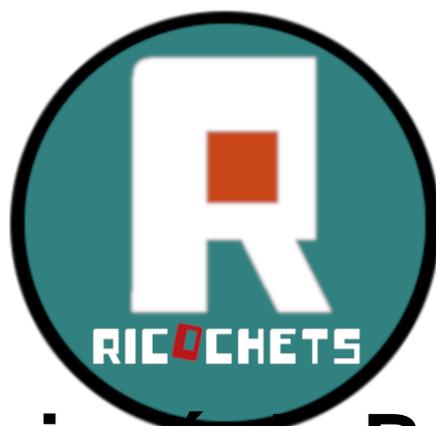


<https://ricochets.cc/Communique-de-Burestop-Collectif-contre-Cigeo-loi-eclair-proposee-par-Macron.html>



Communiqué de Burestop / Collectif contre Cigéo : loi éclair imposée par Macron

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 3 octobre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

COMMUNIQUE du 28 septembre 2022 de Burestop/Cigéo

Projet de loi éclair pour précipiter le nucléaire : énorme enjeu autour de Cigéo

Alors que l'Andra est dans l'incapacité de prouver que l'enfouissement des déchets radioactifs à 500 m sous terre est techniquement et financièrement faisable, le gouvernement accélère le projet présidentiel : engager au plus vite la construction de nouveaux réacteurs, au service d'une vision productiviste totalement dépassée, sans débat sociétal de fond, pourtant tellement nécessaire.

Les collectifs BURESTOP, CEDRA et Meuse Nature Environnement, dénoncent une méthode détestable et inadmissible pour imposer la relance du nucléaire en France et appellent à le stopper. L'enjeu autour de Cigéo est toujours plus crucial : en l'absence de solution de gestion des déchets nucléaires socialement acceptable, pas (de promesse) de poubelle pour leurs déchets, donc pas de nouveaux réacteurs !

Macron promet l'éolien au large... tout en faisant passer en force le projet de renouvellement du parc nucléaire.

Le Conseil national de la transition écologique (CNTE) vient d'être saisi pour avis sur le projet de loi (1) visant à accélérer la construction de nouvelles installations nucléaires, avec une séance plénière fixée au... 5 octobre 2022. Une injonction absolue qui ne laisse place à aucun débat contradictoire : l'exposé des motifs du projet de loi (2) est une ode au nucléaire dit « décarboné » dont la France a été le promoteur éhonté dans les couloirs européens, en obtenant que le nucléaire soit inscrit dans la taxonomie européenne.

Annonce de nouveaux réacteurs nucléaires avant toute forme de débat public

Le gouvernement court-circuite de fait le débat sur les nouveaux réacteurs nucléaires mené par la Commission nationale du débat public (CNDP) qui doit débiter fin octobre en annonçant ouvertement ses décisions avant même que le débat ne commence !

Un constat amer : les françaises et les français sont à nouveau tenus à l'écart des grandes décisions et invités à se taire, dans un contexte énergétique pour le moins désastreux avec plus de la moitié du parc nucléaire à l'arrêt, des restrictions d'approvisionnement programmées et une hausse vertigineuse des prix de l'électricité.

Le nucléaire ne sait pas gérer ses propres déchets, il tente juste de le faire croire. Comment faut-il le dire ?

Cigéo ressemble de plus en plus à un leurre scandaleux pour la poursuite de la filière électronucléaire.

L'Andra assure être sur la bonne voie. **Pourtant, au terme de 25 années d'étude à Bure, dans son récent rapport de demande d'utilité publique, elle s'avère incapable de prouver que le projet Cigéo est réalisable, tant du point de vue technologique que financier.** Seule une opposition citoyenne ou scientifique indépendante, aux arguments jamais démentis, tire la sonnette d'alarme, en vain.



Communiqué de Burestop / Collectif contre Cigéo : loi éclair imposée par Macron Le nucléaire tue l'avenir

Cigéo pourrait doubler ou tripler

Un rapport gouvernemental de février 2022 (3) annonçait que « dans l'hypothèse d'un programme de six réacteurs EPR2, il n'est pas identifié à ce stade d'éléments rédhibitoires à leur accueil dans le centre Cigéo... »

On y apprenait que « la prise en compte de ces déchets conduirait à un allongement de la durée de vie de l'installation, une augmentation de l'emprise du stockage et un impact radiologique supplémentaire ».

Un rapport de l'Andra de juillet 2022 (4), vient confirmer que non seulement le site de BURE pourrait accueillir les déchets issus d'un possible arrêt de la politique de retraitement (combustible usés) mais aussi ceux qui seraient issus des nouveaux réacteurs nucléaires.

Voilà qui pourrait expliquer le curieux doublement en 2021 de la Zone d'implantation des ouvrages souterrains (ZIOS), passant de 15 km² à 29 km².

Alors que le projet Cigéo a été déclaré d'utilité publique au début de l'été, ce n'est déjà plus le même projet qui se profile : son emprise s'agrandit, l'inventaire des déchets évolue et leur volume et radioactivité devient exponentielle, avec des conséquences immédiates sur impacts sanitaires et coût du projet.

Mais qui en a été averti ?

Le public qui s'était exprimé durant l'enquête publique a été trompé, la population et les élus dupés. Le rapport confirme aussi que l'évolution du projet aura des impacts en surface : des transports incessants supplémentaires de matières dangereuses et pour plus longtemps, amplification du chantier, concentration absolue de radioactivité en un seul lieu. Qui peut encore croire que les villages ne seraient pas rayés de la carte ?

Comment construire un autre futur pour la planète ?

Localement, peu de gens ont saisi la noirceur de ce qui s'annonce. L'Andra martèle que tout va bien, pourtant sans rien prouver. Les deux conseils départementaux, majoritairement achetés à la cause de Cigéo, facilitent son implantation sans s'arrêter à la masse de risques qui impacteraient rapidement la population. Nombre d'élus locaux, désinformés, aux ordres, voire en toute connaissance de cause continuent à cautionner le projet.

Face à un Etat imbu de son pouvoir, accroché au maintien d'une « croissance » d'un autre siècle,

comment construire un autre avenir pour le territoire mais aussi et surtout un autre futur pour la planète ?

1 http://burestop.free.fr/spip/IMG/pdf/pjl_nucle_aire.pdf

2 http://burestop.free.fr/spip/IMG/pdf/expose_des_motifs_pjl_nucle_aire.pdf

3 https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2022.02.18_Rapport_nucleaire.pdf

4 http://burestop.free.fr/spip/IMG/pdf/rapport_andra_epr_et_cigeo.pdf



Communiqué de Burestop / Collectif contre Cigéo : loi éclair imposée par Macron Bure, le scandale enfoui des déchets - Cent mille ans !